

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

ENTRETIEN

Jonathan Ignoumba : "Mon combat est de parvenir à (...) ramener le président Nzouba vers Ali Bongo Ondimba"

Propos recueillis par
Christian Germain KOUIGA
Tchibanga/Gabon

L'Union. Le 12 juin dernier vous avez surpris plus d'un en annonçant publiquement à Moulengui-Binza, devant le président Ali Bongo Ondimba, votre retour au PDG. Quelles sont les raisons qui ont motivé cette décision ?

Jonathan Ignoumba : D'emblée, je réponds que ma décision n'a pas été mûrie comme d'aucuns le diraient. C'est le 11 juin que tout a commencé lorsque le président Ali Bongo Ondimba, arrivé à Tchibanga dans le cadre de sa tournée républicaine, me demande, séance tenante, étant parmi les hauts cadres ninois venus l'accueillir, de rallier le PDG au regard des liens étroits que j'entretiens avec lui et avec toute la famille Bongo depuis plusieurs décennies. Le lendemain, donc le 12 juin, dans mon antre politique de Moulengui-Binza, j'ai alors décidé de lui faire la surprise devant toute la population de Mongo, en lui annonçant que je reviens dans la maison PDG qui m'a fait. Agir autrement m'aurait davantage peiné. C'est donc en toute âme et conscience que cette décision a été prise. D'ailleurs je n'étais pas parti du PDG de mon vouloir, on m'avait exclu le 9 mars 2016. **Deuxième vice-président du parti Les Démocrates, et 4e**

vice-président de l'Assemblée nationale au nom du même parti, on ne peut quand même pas décider de tout vendanger sans une contrepartie ou des garanties en retour ?

Oui j'en conviens. Mais pour le moment il n'y a pas eu de négociations dans ce sens. J'ai spontanément répondu à l'appel de mon frère Ali Bongo Ondimba qui a le plus besoin de moi que le président Nzouba.

Permettez-moi de rebondir : pourquoi le dites-vous ?

Tout simplement parce que le président Nzouba Ndama ne sera pas candidat à la présidentielle. C'est d'ailleurs pourquoi Akure Davain est parti et a créé son parti politique, car il savait que Les Démocrates n'allaient pas présenter un candidat à la présidentielle, alors que lui nourrit des ambitions dans ce sens.

Donc il n'y a pas eu des négociations en amont, disiez-vous ?

Il n'y en a pas eu. Mais une chose est sûre, c'est que mes frères Pdgistes savent ce que je vaud. À titre de rappel, au sortir des élections législatives et locales de 2018, j'avais obtenu à Mayumba 4 maires, 1 député et un sénateur élu. À Moabi, le 1er adjoint au maire et sénateur élu. À Mabanda, 2 adjoints au maire et 1 député. À Tchibanga, 4 maires et 1 député. Et à Mongo, j'avais tout raflé : le député (moi-même), le sénateur élu, et tous les postes de



Jonathan Ignoumba : «Je fais toute cela pour sortir le président Nzouba Ndama de la situation dans laquelle il se trouve...».

la mairie de Moulengui-Binza et tout le bureau du Conseil départemental de Mongo. Le PDG était en perdition à Mongo et dans la Nyanga à cause de moi, et j'en souffrais de cette situation créée par le PDG lui-même pour m'avoir exclu.

Le président Nzouba Ndama était-il au courant de votre démarche ?

Non, il n'était pas informé. Mais je fais tout cela pour le sortir de la situation dans laquelle il se trouve.

Est-ce à dire que vous avez pas-

sé un deal avec le pouvoir pour cela ?

Non, juste que dans la politique tous les scénarios sont possibles. D'ailleurs, mon combat après ma démission est de parvenir à une fusion-absorption du parti Les Démocrates par le PDG, et de ramener le président Nzouba Ndama à son neveu Ali Bongo Ondimba. C'est une démarche à laquelle je compte associer mon frère le député Philippe Nzengue Mayila. Nous sommes ses enfants, il devra comprendre que c'est pour son bien et qu'il doit suivre notre

démarche.

Est-ce lui qui vous a suggéré cette démarche ?

Pas du tout. C'est mon idée. Je tiens simplement et absolument à les rapprocher de nouveau.

Et les militants de votre parti Les Démocrates dans tout ça ?

Ils nous comprendront. La difficulté c'est pour ceux qui ont encore des mandats. Mais il nous faut parvenir, pour les élections législatives et locales à venir, à constituer des listes communes entre le PDG et anciens militants du parti Les Démocrates.

Tribune des partis politiques

Réconciliation ?

DÉCIDÉMENT, l'appel inhérent au "retour à la maison du père", lancé par le "Distingué camarade président" du parti au pouvoir, constitue désormais le schéma directeur des éminences grises et autres membres logés dans les officines du Parti démocratique gabonais (PDG).

Les "hiérarques de Louis" semblent jeter leur dévolu sur l'écurie de Guy Nzouba Ndama, "Les Démocrates" (LD). Après le retour "aux vertes prairies" du pouvoir de Jean-Norbert Diramba, Jean-Pierre Doukaga Kassa et Martin Moulengui Mabende (tous ex-hauts cadres de LD), pour ne citer que ces exemples, voilà que Jonathan Ignoumba, dorénavant ancien 2e vice-président de ladite chapelle, vient également de franchir le pas.

Pour conférer une portée nationale audit rétropédalage, l'intéressé a profité de la présence du chef de l'État dans

la province de la Nyanga pour faire cette annonce qui a fait l'effet d'un séisme. Un retour à ses premières amours politiques que l'actuel 4e vice-président de l'Assemblée nationale, - pour l'instant du moins si l'on s'en tient aux dispositions légales en vigueur -, présente comme une décision spontanée (lire ci-dessus). Difficile d'avalier pareil argument. D'autant que le néo-camarade de l'ancien parti unique ne cache pas son intention d'œuvrer à la fusion-absorption de LD par le PDG.

Mieux, il se gargarise d'associer à son challenge Philippe Nzengue Mayila, un très proche de Guy Nzouba Ndama ainsi que quatre édiles. Une certitude affichée des plus déconcertantes. Faut-il y voir une stratégie savamment orchestrée dans laquelle les lieutenants de "Moukoumbo" figurent aux avant-postes ? Comment expliquer la

saignée de LD, à quelques mois des élections générales, notamment la très attendue présidentielle ? Surtout qu'au rythme des démissions en cascade et autres défections, associées aux ennuis judiciaires de son leader, LD risque de ne pas présenter de candidat à la présidentielle à venir, comme l'affirme le cadre démissionnaire.

À cela s'ajoutent le retrait pour des raisons évidentes et le mutisme de l'ancien président de l'Assemblée nationale, charriant moult commentaires et interprétations. Point besoin de rappeler qu'aucune vérité ne résiste à l'épreuve du temps. L'avenir finira bien par révéler le fin mot du feuilleton politique en cours.

Yannick Franz IGOHO